



Charles Brimmer

Associez les mots « musulmans » et « jeunes » en France et les images qui viennent à l'esprit sont : gangs, drogues, échec et extrémisme. Mais à la surprise générale, un pied de nez à ce stéréotype vient de surgir d'une petite rue de la banlieue sud de Lille.

L'établissement secondaire musulman local s'est classé parmi les premiers établissements scolaires en France, battant certains des plus prestigieux lycées parisiens et obtenant un taux de réussite de 100% au baccalauréat. Selon le classement publié par Le Parisien, l'établissement privé sous contrat de 340 élèves est à la toute première place.

Bien des préjugés ont été remis en question par le succès du Lycée Averroès ouvert il y a dix ans seulement dans la mosquée proche pour prendre en charge des jeunes filles auxquelles il avait été interdit de porter le voile dans leur lycée public. « J'espère que cela remet en cause la notion de déterminisme social tant répandue » dit le proviseur, Hassan Oufker.

Il faisait référence à l'échec et au sentiment de désespoir ressentis par beaucoup de descendants d'immigrants de la France coloniale, ceci malgré les milliards investis par le gouvernement dans les banlieues. « Avec une équipe

pédagogique soudée, déterminée à aider les élèves, on peut y arriver » déclare M. Oufker, 42 ans, fils d'ouvriers marocains. « Nous avons des étudiants enthousiastes et ambitieux parce qu'on leur a dit : « Vous pouvez réussir. Vous poussez dépasser le stigmate de vos origines sociales. »

Hassan Oufker, le sourire constamment aux lèvres et la voix posée, rayonne de fierté tandis qu'il nous fait faire le tour du lycée, qui se veut un modèle de tolérance. Ceci est symbolisé par son nom, Averroès, un académique andalou du douzième siècle enseignant la philosophie d'Aristote.

En 2008, le lycée fut la première école musulmane à être mis sous contrat en France, ce qui signifie qu'il est géré en partie par le Ministère de l'Éducation Nationale et que son personnel ainsi que certains autres coûts sont absorbés par le Ministère. Les familles paient jusque €1200 par an en fonction de leurs moyens. Un second établissement de ce type existe désormais à Lyon.

En revanche, la France compte déjà 8000 écoles catholiques et 17% de la population scolaire fréquente un établissement privé. Une trentaine d'écoles musulmanes hors contrat ont également ouvert, certaines dans des conditions précaires. Averroès est en pleine essor, vient d'ouvrir un collège avec deux classes de 6èmes et les listes d'attente toutes classes confondues ne cessent de croître.

Les établissements de confession musulmane sont arrivés tardivement en France malgré ses 5 millions de résidents musulmans. Quelques 300 000 étudiants musulmans fréquentent un établissement catholique plutôt que de s'instruire dans le secteur public laïc. Les années 80 et 90 furent celles de la lutte pour la mise en place de mosquées avant que ne se pose la question de l'éducation, explique M. Oufker.

L'ordre et le calme règnent dans les couloirs fraîchement peints d'Averroès, un ancien centre de formation, au sein d'un quartier résidentiel aux briques rouges. Un campement de gens du voyage s'étend sur un terrain vague au bord de la route proche et le commissariat de police se trouve au bout de la rue.

Le lycée compte 50% de jeunes filles dont les deux tiers porte le hijab, comme le font de nombreuses enseignantes sur les 40 membres que compte l'équipe pédagogique. Dans la cuisine scolaire, un groupe de parents d'élèves se sont

portées volontaires pour préparer le déjeuner, toutes portent le hijab. (Le lycée œuvre à l'ouverture prochaine d'une cantine standard).

Quelques étudiantes portent le jilbab, qui couvre tout le corps mais pas le visage et est associé à la jeunesse fondamentaliste. Le niqab qui masquerait le visage est interdit. « Il ne fait pas partie de notre tradition française et musulmane. Je n'ai jamais vu ma mère ou ma grand-mère le porter une fois » déclare le directeur. L'habit musulman passerait inaperçu en Grande-Bretagne mais surprend encore en France dans le contexte de l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires au sein des institutions scolaires. (Hier le gouvernement a annoncé vouloir imposer des leçons de morale dans toutes les écoles publiques, privées, confessionnelles ou non). « Le port du voile est la raison d'exister du lycée » dit Hassan Oufker. En 1994, l'exclusion permanente de jeunes filles d'un lycée local a incité la mosquée de Lille-Sud à mettre en place une solution éducative alternative. L'interdiction sur le reste du territoire national intervient plus tard en 2004.

« Nous pensons que c'est une loi injuste qui privent les élèves de leur droit à l'éducation. Derrière tout cela, il y a une volonté politique » dit le proviseur. « Quand les politiciens n'ont rien à offrir, ils s'attaquent aux musulmans. »

Dans la salle des professeurs, Stéphanie Houdinet, professeur d'anglais et l'une des enseignantes non musulmanes du lycée, fait les louanges de l'établissement, qu'elle a rejoint à l'automne dernier par curiosité. « Cela a changé la façon dont je vois l'Islam et les musulmans. » dit-elle. « Prenez le voile par exemple. Avant je pensais qu'il était obligatoire et maintenant je sais que non. Cela a modifié ma façon de considérer les idées préconçues que l'on véhicule à propos de la communauté musulmane. »

La raison officielle derrière les lois sur le voile ou encore le port de la burqa en public est l'égalité des sexes et la protection des jeunes filles contre la coercition. Stéphanie Houdinet dit qu'elle comprend désormais que « l'on confond les extrémistes avec ce que je suis venue à appeler - après quelques mois ici- la majorité musulmane silencieuse. »

Après visite de l'établissement, il est clair que le secret d'Averroès réside dans son sens aigu de la rigueur traditionnelle et le fort sentiment d'appartenance à une communauté. « Notre succès est dû au petit effectif qui incite à la

communication entre collègues, avec l'équipe de direction et les parents » dit M. Oufker. « Nous avons des familles soucieuses de suivre leurs enfants même si leurs origines sociales ne les y poussaient pas naturellement. »

Une des politiques du lycée est l'action immédiate face à l'absentéisme, fléau des écoles publiques en ZEP ; euphémisme officiel pour les quartiers d'immigrants. Le directeur vient juste d'apprendre pourquoi un des élèves manquait systématiquement les cours du samedi matin : il se rend en Allemagne pour visiter un parent malade.

Près de 60% des étudiants sont boursiers et d'autres viennent de la classe moyenne. Certains viennent de Valenciennes, Lens et Roubaix, villes avoisinantes.

Le proviseur affirme que la première cohorte d'étudiants du lycée continue aujourd'hui des études de médecine, ingénierie et autres emplois.

L'établissement est une belle exception dans un paysage régional à la performance scolaire parmi les plus faibles du pays.

Mohamed, lycéen venant de Roubaix évoque la discrimination dont il a fait l'objet dans son ancien établissement public. « Je me sens agressé quand ils attaquent mes parents ou stigmatisent l'Islam. On sait très bien qui est visé par cette loi sur le voile » dit-il. « Ce sécularisme est corrompu et vicieux. Alors quand j'ai entendu parler du Lycée Averroès , j'ai fait des recherches et rencontré M. Oufker avec mes parents et j'ai beaucoup aimé le concept du lycée. Je suis très content de l'enseignement dispensé ici. »

Les élèves discutent souvent d'extrémisme avec les enseignants » dit Mohamed. « Ils nous apprennent que l'Islam est une religion du juste milieu. Le malheur s'abat sur ceux qui s'éloignent de leur religion. »

Le proviseur insiste sur la séparation des affaires religieuses d'avec le quotidien académique. Tout comme l'arabe, le cours d'éthique est optionnel et choisi par environ la moitié des élèves.

« J'évite de parler de religion. Je n'en ai pas le droit car nous sommes sous contrat avec l'Etat. Ma priorité c'est la réussite scolaire » déclare Hassan Oufker. « L'Islam enseigné au lycée respecte le principe de tolérance d'Averroès. « Il était européen, musulman pratiquant et il a apporté sa contribution à la société. »

Le système d'établissements sous contrat devrait être plus largement adopté car il assure l'absence d'excès, affirme le proviseur. « Quand vous mélangez religion et éducation, vous pouvez vous attendre à des catastrophes. »

L'enseignement intégriste autour des centres de prière et ailleurs est pointé du doigt comme étant à l'origine de la poussée d'extrémisme chez les jeunes désabusés menant certains au Jihad chez eux ou à l'étranger, en Afghanistan et au Mali par exemple.

Le cas le plus choquant ayant été la tuerie de Toulouse il y a un an, dont l'auteur Mohamed Merah se réclamait de son lien avec Al-Qaeda.

Les réticences de l'opinion publique à l'égard des musulmans ont été révélées lors d'un sondage Ifop en octobre dernier qui montre que 43% des Français considèrent l'Islam comme une « menace envers l'identité nationale ». Près de 70% voient les musulmans comme ayant manqué leur intégration dans la société française. A l'inverse, les musulmans leur reprochent leur sentiment d'exclusion en tant que communauté religieuse. Amar Lasfar, recteur de la mosquée de Lille-Sud et président de l'Association Averroès dit que les dégâts trouvent leur origine dans la tradition coloniale d'intégration forcée plutôt que dans l'acceptation d'autres cultures. « L'assimilation n'a jamais fonctionné. La Grande-Bretagne a toujours accueilli les étrangers tels qu'ils sont tandis que la France a toujours tenté de les changer » dit-il.

« La France n'a commencé à considérer la communauté musulmane qu'il y a vingt ans » affirme M. Lasfar. « Ce n'est pas comme la Grande-Bretagne qui a une approche plus tolérante. En France, il y avait une politique de ségrégation. Les musulmans britanniques vivent plus librement que nous. »

La France non musulmane devrait cesser d'associer cette religion aux étrangers et aux extrémistes, dit encore Amar Lasfar. « Nous sommes d'abord Français puis avons la particularité d'être musulmans. » La France est en passe de devenir plus pluraliste et il n'y a aucune contradiction dans le fait d'avoir des écoles religieuses et une société intégrée, insiste-t-il. « Bien au contraire, lorsque vous vous sentez bien dans votre peau, vous vous intégrez facilement. »

M. Lasfar, à la tête de la communauté musulmane du Nord et l'un des fondateurs du lycée, plaisante à propos de la surveillance des Renseignements Généraux.
« C'est bien qu'ils soient là. Nous voyons les Renseignements Généraux comme les journalistes du gouvernement. Ils tiennent les pouvoirs en place informés et nous n'avons rien à cacher. »

Il n'y a pas de mystère quant aux résultats de l'établissement, dit-il. « C'est la même recette que dans tout établissement privé- la discipline. Le secret c'est d'impliquer les élèves dans leurs études et de faire en sorte que leurs parents les soutiennent. Il n'y a pas de formule magique. Nous n'affirmons pas : « Vous allez apprendre les maths par la prière. »

Stéphanie Houdinet